

CORRUPTION

Quand les étudiants libanais s'engagent contre la corruption

Dod el-Fasad est un projet de sensibilisation porté par l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et l'Association libanaise pour les droits et l'information des contribuables (Aldic).

Chantal EDDÉ

C'est lors de la Journée internationale de lutte contre la corruption, le 9 décembre, que l'Université Saint-Joseph (USJ) et l'Association libanaise pour les droits et l'information des contribuables (Aldic) ont tenu une conférence de presse pour lancer la campagne de sensibilisation Dod el-Fasad (Contre la corruption en arabe, NDLR). Conçue et élaborée par l'Observatoire de la fonction publique de l'USJ et par l'Aldic, cette campagne est réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et s'inscrit dans le cadre du projet ACT (Anti-Corruption and Transparency Project), mis en œuvre par Expertise France, agence française de coopération technique internationale. Dod el-Fasad vise « à augmenter la notoriété sur la lutte contre la corruption, à éduquer les citoyens, le secteur privé, les universitaires et les élèves des écoles sur les méfaits de la corruption sur le bon fonctionnement de la société », explique Naji Boulos, conseiller en marketing et communication de l'USJ et initiateur du projet. Il s'agit ainsi de favoriser, sur le long terme, la création d'un mouvement de lutte contre la corruption, garantir la transparence et l'accès à l'information, éliminer les tentations de corruption pour tous et rétablir la confiance entre les citoyens libanais et leurs administrations publiques. « Le projet ACT aborde les questions de corruption et de transparence en améliorant la bonne gouvernance au Liban », ajoute M. Boulos.

Pour y arriver, les responsables de Dod el-Fasad misent sur « une prise de conscience généralisée et un changement de comportement et d'état d'esprit », selon Karim Daher, président de l'Aldic. Or, « le changement ne peut se faire qu'en amont, par le biais d'une éducation adaptée et non partisane qui favorise l'esprit de citoyenneté et met en avant les valeurs d'intégrité et de transparence », affirme cet avocat fiscaliste et chargé d'enseignement à l'USJ.



Exprimant un vrai ras-le-bol, les étudiants n'ont pas hésité à s'engager dans la campagne anticorruption Dod el-Fasad. Crédit photo JMedia Production

Réunissant la société civile, le secteur privé ainsi que des personnes occupant des postes publics, la campagne compte ainsi essentiellement sur les étudiants comme principal vecteur de changement. Des étudiants qui seront, à la fois, « les initiateurs et les bénéficiaires » de ce projet d'avenir, selon Me Daher. « Les jeunes se doivent, dès à présent, de changer la culture de l'infraction tolérée et de l'impunité et, par là même, de rejeter les us, usages et traditions de pots-de-vin, de trafic d'influence, de délit d'initié et d'abus de position dominante ou de poste qui sont tous, au demeurant, des actes de corruption prohibés », souligne-t-il. Pour Patricia Abi Mansour, étudiante en droit à

l'USJ, il était essentiel de participer au projet, car elle considère que son devoir, en tant que citoyenne, est de s'informer sur la corruption, un phénomène que l'on vit au quotidien, sans nous en rendre compte. « C'est quelque chose qui fait partie de notre lexique, c'est devenu comme une coutume. Au Liban, qu'on le veuille ou pas, on y contribue tous, d'une façon ou d'une autre, même si ce n'est que pour assurer tout simplement le bon fonctionnement de nos affaires », avoue-t-elle. Tout comme elle, Noor Maroun, étudiante en ingénierie agroalimentaire, considère qu'une « grande majorité d'entre nous participe à ce phénomène, directement ou indirectement, consciemment ou incon-

sciemment ». En effet, selon cette jeune étudiante, « on a souvent tendance à pointer du doigt le corrompu, mais ce auquel nous ne pensons pas toujours immédiatement, c'est le fait que pour qu'il y ait corruption, il y a corrompu et corrompé. L'un ne viendrait pas sans l'autre », remarque-t-elle, exprimant sa volonté « de mettre tout cela en avant et de faire en sorte que les choses changent ».

Agir pour ne pas partir

Patricia et Noor font partie de ce groupe d'étudiants de l'USJ qui ont suivi une formation approfondie, afin de participer aux activités de la campagne. Ces jeunes volontaires visiteront ainsi des personnalités

connues du pays pour leur faire signer la Déclaration anticorruption, élaborée par des experts dans le cadre du projet. Ils contribueront aussi à la campagne de communication nationale et participeront aux tournées de présentation, prévues devant les bâtiments de l'administration publique. Ils y rencontreront des citoyens, leur expliqueront le projet et les encourageront à signer la Déclaration anticorruption. « En tant qu'étudiants, notre rôle est majoritairement basé sur la sensibilisation, l'initiation à l'action et l'éveil sur ce phénomène si présent, sur ses nuisances et sur les façons de s'en sortir », résume Noor Maroun. D'autres actions sont prévues, comme l'organisation de conférences dans plusieurs universités, le

lancement d'un tutoriel éducatif sur la lutte contre la corruption destiné au secteur privé et des camps de formation pour les élèves. « Ces jeunes sont très motivés. Ils sont conscients que leur pays passe par une période délicate, ils comprennent le danger des enjeux de la situation actuelle et que c'est le moment d'opérer un vrai changement. Cette génération est très mature, elle est attachée à ses racines et croit fermement qu'il y a une possibilité de sortir le pays de ce chaos », assure Naji Boulos.

Ressentant un vrai ras-le-bol, ces étudiants n'ont pas hésité à s'engager dans la campagne. « Je fais partie de cette majorité de jeunes qui trouvent que son ambition est restreinte dans ce pays, et ce à cause de la corruption qui fait que, malgré toutes les ressources matérielles et humaines dont dispose le Liban, nous nous retrouvons dans une crise étouffante qui mène peut-être à l'une des plus grandes fuites des cerveaux de l'histoire du pays. Combattre la corruption, c'est dénoncer un système qui gère mal nos biens et, pire encore, qui tue le génie en nous », affirme Ronaldo Kaddoum, étudiant en médecine. Selon Naji Boulos, les étudiants qui se sont engagés dans la campagne « savent qu'ils ont deux choix : changer le système ou partir ; ils ont choisi la première option ». Finalement, cet engagement dans la lutte contre la corruption intervient en réaction aux événements que traverse le Liban et à leurs conséquences sur la population, afin d'opérer « de petits changements d'abord, pour arriver ensuite à atteindre de plus grands objectifs », estime Noor Maroun, tandis que Patricia Abi Mansour espère « redonner espoir aux gens en un avenir meilleur ». Celle-ci souhaite que « la sensibilisation continue et que le message perdure au-delà de la fin du projet ». Censé durer jusqu'à la fin février 2021, les initiateurs de Dod el-Fasad examinent déjà la possibilité de le prolonger.

La Déclaration anticorruption est disponible sur www.dodelfasad.com